



IDE-croissance économique : quels canaux de transmission pour la Tunisie ?

Abdelkarim YAHYAOUI* & Kaies SAMET**

L'ASECTU n'endosse aucune responsabilité et les propos relèvent uniquement de l'auteur

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.



* Maître-assistant en sciences économiques, Université de Jeddah - Arabie Saoudite et Université de Jendouba – Tunisie
** Maître de conférences en sciences économiques, ISGI Sfax, Tunisie

Un impact confirmé des IDE sur la croissance tunisienne : sur les deux dernières décennies, la contribution des Investissements Directs Étrangers à la croissance économique de la Tunisie s'est significativement renforcée.

Des acquis institutionnels et financiers qui ont favorisé cette dynamique : cette évolution positive s'explique par l'amélioration relative du cadre institutionnel et par l'existence d'un système financier relativement développé.

Messages Clés

Des gains économiques encore limités par des fragilités structurelles : malgré ces progrès, la Tunisie ne tire pas pleinement profit des IDE en raison de faiblesses persistantes dans son environnement juridique et institutionnel (corruption, État de droit fragile).

Une priorité stratégique : accélérer les réformes de gouvernance. Le renforcement de l'État de droit, la lutte contre la corruption et la modernisation des institutions constituent le levier décisif pour maximiser l'impact économique des IDE et assurer une croissance durable.

ANALYSE

La relation entre les IDE et la croissance économique a été largement explorée à la fois sur les plans théorique et empirique, sans toutefois mettre en lumière les explications des principaux canaux de transmission qui déterminent la nature et l'intensité de cette relation. Notre note met l'accent alors sur deux facteurs de transmission par lesquels passe l'effet positif des IDE sur la croissance économique, à savoir le développement financier et la qualité des institutions. En effet, l'impact de ces flux de capitaux sur la croissance n'est pas homogène, et présuppose la mise en place d'un système financier développé (Desbordes et Wei, 2017) et d'un cadre institutionnel solide (Bhujabal et al., 2024) dans le pays bénéficiaire (Contractor, 2022). Il est donc essentiel d'adopter une approche prenant en considération l'interaction entre ces facteurs afin de favoriser la croissance économique. Ainsi, dans quelle mesure les IDE stimulent la croissance économique par le biais de la qualité institutionnelle et du développement financier, en prenant le cas de la Tunisie ?

Qualité institutionnelle, IDE et croissance économique

La littérature portant sur le développement économique a connu un renouvellement profond à la fin des années 1990, ayant mis en exergue la pertinence de l'approche institutionnelle. En effet, les recherches menées dans le domaine de la Nouvelle Economie Institutionnelle (NEI), notamment celles initiées par le précurseur de cette approche, North (1990), ont prouvé que la qualité des institutions est le principal facteur déterminant de la croissance à long terme. La qualité institutionnelle, incluant des aspects tels que la bonne gouvernance, la réglementation de qualité et l'État de droit, joue un rôle crucial dans l'attractivité et l'optimisation des investissements étrangers. De ce fait, une qualité institutionnelle élevée peut accroître la confiance des investisseurs et réduire les risques d'investissement associés aux flux de capitaux volatils (Hayat, 2019; Němečková et Hayat, 2023), garantissant donc que l'investissement étranger a un impact positif sur la croissance économique à long terme. D'autres études récentes (Nxumalo et Makoni, 2021 ; Igan et al., 2022) se sont également penchées sur la même idée, en décrivant cette interaction entre les IDE et les institutions afin de favoriser la croissance économique. D'autre part, une mauvaise qualité institutionnelle, caractérisée par la corruption, peut augmenter les coûts liés à l'attractivité commerciale, ce qui peut dissuader les investisseurs étrangers (Gastanaga et al., 1998).

Développement financier, IDE et croissance économique

La relation entre le développement financier et les IDE a été analysée en profondeur en économie (Thiombiano et Ouedraogo, 2020). La majorité des recherches (Pham et al., 2022) révèle une relation positive entre le développement financier et les IDE. Il est donc essentiel de mettre en avant l'importance du développement financier, englobant la croissance et l'efficacité des institutions et des secteurs financiers et garantissant une allocation efficiente des ressources (Levine, 1991), afin d'attirer les IDE. En effet, le développement du secteur financier peut accroître l'accessibilité au financement externe, diminuer les coûts de transaction et offrir une diversité des sources de financement aux entreprises, ce qui permet d'augmenter l'attractivité d'un pays aux yeux des investisseurs étrangers. Plus précisément, le secteur bancaire se distingue en tant que principal pourvoyeur d'investissements, en mobilisant l'épargne et en attirant des fonds de l'étranger.

Relation entre la qualité des institutions et le développement financier

La question de la qualité des institutions et du développement financier reste un défi majeur pour les réformes menées dans les économies émergentes en général, et plus particulièrement dans les pays de l’Afrique du Nord. En dépit des tentatives d’analyse de ces problèmes, les spécialistes en économie institutionnelle ont principalement axé leurs efforts sur l’amélioration des institutions de manière générale, tandis que des experts en finance se sont exclusivement focalisés sur l’aspect financier du développement. Dès les premiers stades, il est apparu évident qu’il existe une relation étroite entre les marchés financiers et les institutions. Selon Levine (1997), les institutions sont définies comme des éléments d’un « troisième type » qui offrent une structure essentielle sans laquelle les progrès dans le système financier seraient impossibles. Des efforts ultérieurs ont été déployés pour analyser la signification des institutions et du développement financier, ainsi que la relation qui les lie (Lim, 2014). L’analyse réalisée par Pistor et al. (2000) concernant les pays en transition a mis en évidence l’importance de la structure institutionnelle dans le domaine financier en vue de favoriser la croissance économique. En outre, il est essentiel d’avoir un cadre institutionnel solide pour assurer le bon fonctionnement des secteurs financiers et la réussite des projets d’investissement (Dollar et Levin, 2005).

En tout, le développement financier et la qualité institutionnelle sont des éléments interdépendants qui jouent un rôle crucial dans la stimulation de la croissance économique (Yahyaoui et al., 2021).

Observations et résultats en Tunisie

Nos observations en Tunisie sur la période 2000-2022 montrent que notre pays accuse un retard sur les plans institutionnel et de développement financier par rapport aux standards internationaux (voir figure 1).

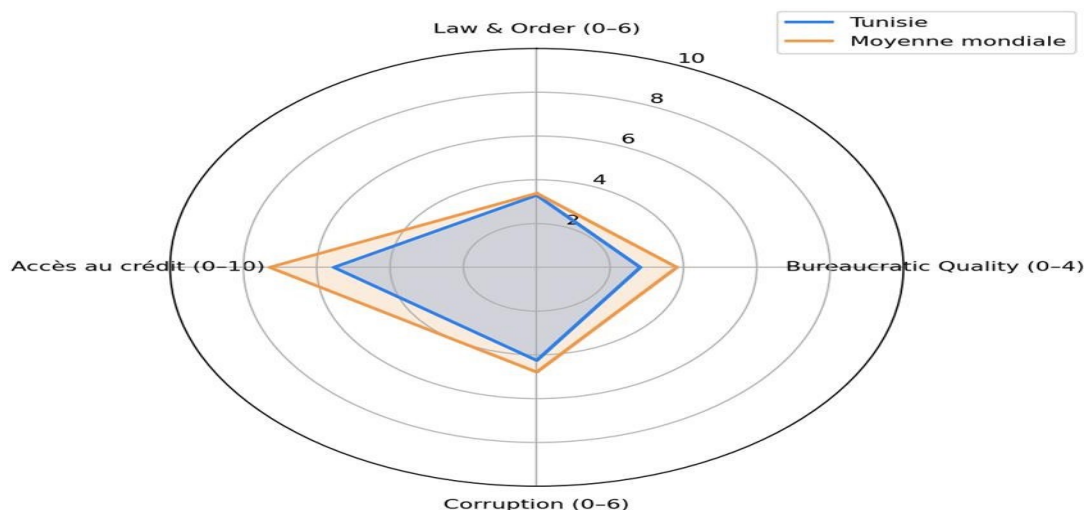


Figure 1: Analyse comparative de la Tunisie par rapport à la moyenne mondiale aux niveaux institutionnel et de développement financier

À l’exception de l’État de droit, la Tunisie enregistre des niveaux de qualité bureaucratique, de contrôle de la corruption et d’accès au crédit privé en dessous de la moyenne mondiale. En dépit de ce diagnostic,

il s'avère judicieux d'exposer les résultats relatifs à une étude sur l'influence de la qualité des institutions et du développement financier sur la relation IDE-croissance économique en Tunisie sur les deux dernières décennies. À ce propos, les résultats trouvés, certes mitigés, revêtent une importance capitale car ils montrent que les IDE favorisent la croissance de l'économie nationale¹ aussi bien par le biais de la qualité institutionnelle² que par le biais du développement financier³. De ce fait, à l'exception de la corruption, les effets des IDE sur le PIB par habitant en Tunisie augmentent via un renforcement de l'État de droit, une meilleure qualité bureaucratique et un développement financier amélioré, avec un plus grand effet observé au niveau de l'État de droit. Ce résultat souligne l'importance cruciale de la qualité du système juridique (voir figure 2), mettant en lumière la puissance et l'impartialité du système judiciaire ainsi que sa conformité aux réglementations du secteur bancaire (Modigliani et Perotti, 2000).

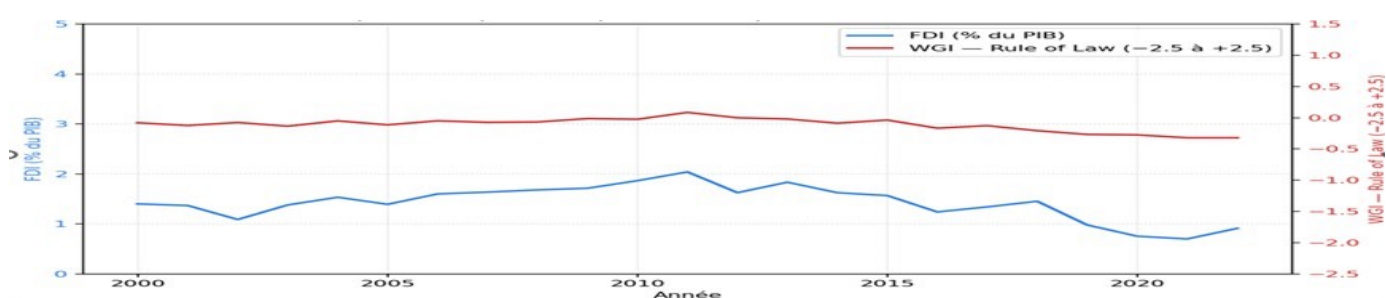


Figure 2: Évolution des IDE et de l'État de droit en Tunisie sur la période 2000-2022

La stabilité de l'État de droit en Tunisie sur la période 2000-2022 à un niveau moyen proche de 0 a contribué en partie à une stabilité dans l'attractivité des IDE sur la même période, avec en moyenne une part entre 1% et 2% du PIB. Toutefois, les retombées positives des IDE sur la croissance économique de la Tunisie sont réduites du fait d'un haut niveau de corruption. Cette lacune institutionnelle demeure un frein majeur à l'attractivité des IDE en créant un climat d'incertitude, en renchérissant les coûts, en affaiblissant l'État de droit, en incitant à la concurrence déloyale et en entravant le développement financier. Cette situation est aggravée par un manque dans notre pays de capacités institutionnelles requises pour superviser et réguler le secteur financier, ainsi que pour recueillir les données essentielles permettant d'obtenir une vision précise sur la santé des institutions financières.

D'autre part, les IDE en Tunisie ont fini sur une note positive entre 2020 et 2024, enregistrant une hausse de 61%⁴. En effet, en dépit des répercussions négatives de la fameuse crise sanitaire de la COVID-19 et d'une faible productivité globale des facteurs (due à l'instabilité macroéconomique, politique et institutionnelle⁵ et déjà observée depuis la révolution de 2011), la Tunisie a réussi à attirer plus de capitaux étrangers au cours de ces quatre dernières années (de 1.8 milliard de dinars en 2020 à 2.9 milliards en 2024).

¹ PIB par habitant.

² Niveau de corruption, État de droit et qualité bureaucratique.

³ Crédit domestique alloué au secteur privé par les banques et les intermédiaires financiers normalisé par rapport au PIB.

⁴ Source: APIE.

⁵ Rapport sur l'investissement dans le monde (2020).

Ainsi, afin de renforcer la confiance des investisseurs étrangers dans notre pays et d'éviter l'autosuffisance, des réformes institutionnelles (Sabir et al., 2019) et financières (Khan et al., 2023) doivent être adoptées en urgence par l'État tunisien. Pour être efficaces, les réformes financières nécessitent un environnement institutionnel solide (Arestis et al., 2002). Autrement dit, ces réformes financières ne parviendront à inverser la tendance de l'activité économique que si elles sont adjointes à des réformes institutionnelles appropriées (Baltagi et al., 2007). En effet, un cadre institutionnel robuste est crucial pour faire progresser le système financier, en réduisant la corruption via un système juridique renforcé et une qualité bureaucratique optimisée. Ces constats engagent ainsi la responsabilité des décideurs politiques afin de consolider les structures institutionnelles pour une meilleure promotion de l'investissement étranger et du développement durable (Nxumalo et Makoni, 2021 ; Igan et al., 2022).

OPTIONS POLITIQUES

Pour renforcer la relation IDE-croissance économique, trois options politiques se dressent :

Options politiques	Avantages	Inconvénients	Coûts	Effets attendus
- Améliorer la qualité des institutions : Cette option politique, basée sur les réformes institutionnelles, passe par le renforcement de l'État de droit, la simplification des démarches administratives, le renforcement de la transparence et la lutte contre la corruption.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Meilleure attractivité des IDE. 2. Croissance économique et emploi. 3. Durabilité. 4. Réduction de la corruption et bonne gouvernance. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coûts élevés à court terme. 2. Résistance bureaucratique. 3. Lenteur et incertitude des gains. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coûts financiers directs. 2. Coûts politiques et résistance. 3. Coûts de transaction élevés. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Instauration d'un climat de confiance pour les investisseurs étrangers. 2. Durabilité économique. 3. Développement humain.
- Renforcer le développement financier : Les responsables politiques, cherchant à attirer les IDE, devraient mettre l'accent sur l'amélioration du cadre financier local (Modernisation des systèmes bancaires, développement des marchés financiers, promotion de l'inclusion financière et renforcement de la supervision financière). Une telle mesure a le potentiel d'accroître la confiance des investisseurs et de stimuler les investissements étrangers.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accélération de la croissance économique. 2. Résilience macro-économique. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Vulnérabilité macroéconomique. 2. Instabilité financière. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coûts de capital élevés. 2. Coûts de conformité réglementaire (Exemple : Bâle III). 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Attractivité des investisseurs étrangers. 2. Croissance économique. 3. Résilience.

<p>- Veiller à la réalisation d'une synergie entre les IDE, les institutions et le développement financier, laquelle nécessite pour les IDE aussi bien un cadre de gouvernance que des projets de développement durable.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Allocation plus efficace des capitaux et croissance économique. 2. Inclusion sociale. 3. Intégration régionale. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dépendance sectorielle et manque de diversification. 2. Volatilité financière et sensibilité aux chocs. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coûts institutionnels et administratifs. 2. Coûts liés au développement financier. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Attractivité accrue des IDE. 2. Accélération de la croissance économique.
--	--	---	--	---

RECOMMANDATIONS

Indépendamment des avantages et coûts associés à chaque option politique, la meilleure décision publique en Tunisie demeure le renforcement de la qualité des institutions, avant de penser au développement du système bancaire (et donc au développement financier) et à l'attractivité des IDE (voir figure 3).

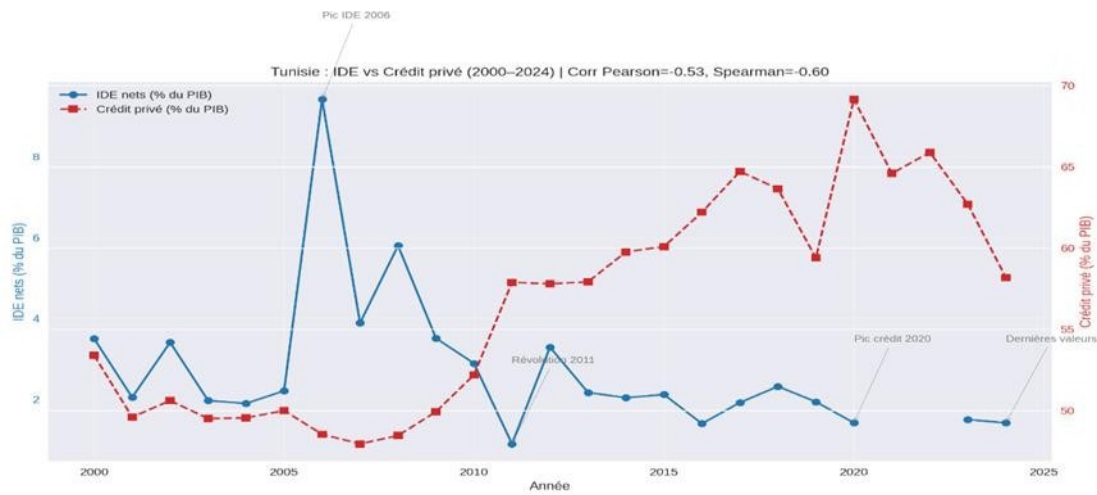


Figure 3: Évolution des IDE et des crédits au secteur privé en Tunisie sur la période 2000-2024

Les IDE et les crédits au secteur privé (en % du PIB) en Tunisie présentent des évolutions de sens opposés sur la période 2000-2024, ce qui montre que l'attractivité des IDE n'est pas dépendante en premier lieu du développement financier. Ainsi, il faut se doter d'un environnement institutionnel sain, caractérisé par une corruption minimale, une transparence administrative, un système judiciaire indépendant et plus performant, une qualité bureaucratique améliorée et une protection efficace des droits de propriété. À titre d'exemple, en Tunisie, depuis la révolution de 2011, des instances publiques et associatives sont impliquées dans la lutte contre la corruption, à l'instar de l'Instance Nationale de Lutte contre la Corruption (INLUCC) créée en novembre 2011 par décret-loi n°2011-120 et dont l'activité a été gelée en août 2021, le tribunal administratif & la cour des comptes, et les organisations de la société civile (I-Watch, ATIDE et FTDES). Autrement dit, la lutte active contre la corruption nécessite un engagement de plusieurs parties. En dépit de la diversité des parties prenantes, les niveaux de corruption en Tunisie demeurent élevés, et les efforts déployés pour la réduction de ce fléau n'ont commencé à porter relativement leurs fruits que récemment, car la volonté de l'État, inexistante auparavant, est bel et bien présente aujourd'hui, et la lutte contre la cor-

ruption s'inscrit dans la politique de l'État. Cela pourrait ouvrir la voie à une amélioration des flux d'IDE en Tunisie, qui reste également tributaire d'autres éléments susmentionnés sur lesquels l'État tunisien doit encore miser, dont notamment le renforcement de l'État de droit, qui reste encore loin de la valeur maximale escomptée de +2.5 (voir figure 2), par une plus grande performance et indépendance (voire une indépendance totale) du système judiciaire, et l'amélioration de la qualité bureaucratique par l'intensification de la numérisation.

CONCLUSION

En guise de conclusion, la présence d'un système financier bien établi et d'un cadre institutionnel robuste favorise l'orientation des réserves vers les investissements les plus appropriés, ce qui profite à tous les acteurs étrangers et contribue à la prospérité de l'économie globale. La Tunisie en est une illustration, mais pas un exemple type. En effet, certes, la qualité des institutions et le développement financier garantissent et renforcent l'impact positif des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Tunisie, mais sans pour autant remédier aux dysfonctionnements institutionnels observés. Pour espérer tirer le meilleur de la dualité IDE-croissance économique, il faut en priorité repenser l'institution. Ainsi, il est impératif pour les décideurs politiques de notre pays de lutter sans répit contre la corruption ; un fait déjà observé en Tunisie depuis un bon moment, marqué par une guerre contre la corruption dans tous les secteurs de l'économie. Une telle action, bien qu'insuffisante, pourrait améliorer l'image de la Tunisie aux yeux des investisseurs étrangers, lesquels cherchent d'autres critères à savoir un État de droit renforcé et une meilleure qualité bureaucratique.

RÉFÉRENCES

- Baltagi, B. H., Demetriades, P. & Law, S. H. (2007) : « Financial Development, Openness and Institutions: Evidence from Panel Data ». SSRN Electronic Journal, 89.
- Dollar, D. R. & Levin, V. (2005) : « Sowing and reaping: institutional quality and project outcomes in developing countries ». Policy Research working paper series, 3524.
- Gastanaga V. M., Nugent, J. B. & Pashamova, B. (1998) : « Host country reforms and FDI inflows : how much difference do they make ? ». World Dev., 26(7): 1299-1314.
- Hayat, A. (2019)** : « Foreign direct investments, institutional quality, and economic growth ». The Journal of International Trade and Economic Development, 28(5): 561-579.

asectu.contact@gmail.com
Résidence Yosr, Apt B5 Avenue Hédi Nouria, 2037 Enasser

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.

